



HAL
open science

APPRENDRE À PROJETER SUR UN TERRAIN ÉTRANGER ? LA PRATIQUE OPÉRATIONNELLE EN GUADELOUPE

Diane Aymard

► **To cite this version:**

Diane Aymard. APPRENDRE À PROJETER SUR UN TERRAIN ÉTRANGER ? LA PRATIQUE OPÉRATIONNELLE EN GUADELOUPE. ARCHITECTURE EN MILIEU TROPICAL : CONSTRUIRE LE PAYSAGE. ENTRE PRATIQUE ET RECHERCHE, Ensa-La-Réunion, Oct 2019, Le Port (La Réunion), France. pp.218-231. hal-04127304

HAL Id: hal-04127304

<https://hal.science/hal-04127304>

Submitted on 13 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Diane AYMARD, Doctorante, Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités (CRENAU)
École Nationale Supérieure d'Architecture (ENSA) Nantes

APPRENDRE À PROJETER SUR UN TERRAIN ÉTRANGER ? LA PRATIQUE OPÉRATIONNELLE EN GUADELOUPE

Après plusieurs années avant-coureuses et un mois de mai tumultueux, décembre 1968 sonne la fin de l'enseignement de l'architecture à l'École des beaux-arts (ENSBA) [Violeau, 2005]. Dès 1969, alors que les Unités Pédagogiques (UP) ouvrent leurs portes, plusieurs d'entre elles développent un enseignement spécialisé sur les pays tropicaux, majoritairement axé sur l'architecture bioclimatique et solaire. Puis, une deuxième vague d'enseignements, cette fois-ci plus généralement consacrés aux pays du « Tiers-monde »¹ survient à la fin des années 1970 et début 1980, avant d'adopter le terme « pays en voie de développement » dans leurs intitulés. En effet, à la suite des mouvements de décolonisation survenus entre les années 1940 et 1960, la France établit de nouvelles relations avec ses anciennes colonies : certaines acquièrent leur indépendance, d'autres deviennent des départements ou territoires d'Outre-Mer. Ce faisant, la France d'Outre-Mer d'autrefois se dissout pour prendre fréquemment la forme de coopérations bilatérales ou multilatérales. Les anciennes colonies - des DOM-TOM aux nouveaux États-nations - offrent alors de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités dans le champ architectural et urbain pour la France métropolitaine. Nombre des recherches et d'actions y sont menées par des institutions gouvernementales telles l'Office de la recherche scientifique et technique Outre-Mer ou le Centre d'études de géographie tropicale, ainsi que par des organismes non-gouvernementaux comme le Groupe de recherche et d'échanges technologiques [Milbert, 1995]. Les UP, quant à elles, y réalisent entre-autre - seules ou en partenariat avec ces institutions - des stages de « pratique opérationnelle », c'est-à-dire des études

ou des projets effectués par un groupe d'étudiants sous la direction d'enseignants à la suite d'une commande. C'est cette forme pédagogique, nouvelle dans les années 1970, qui fera l'objet de notre analyse. Au travers de l'exemple de deux expériences réalisées en Guadeloupe par deux établissements distincts avec vingt ans d'écart, cet article propose de questionner les méthodes et moyens de formation à la projection dans une zone étrangère aux jeunes architectes qui y interviennent, dans un contexte donné, celui des nouvelles relations postcoloniales entre Nord et Sud qui annoncent et préfigurent la mondialisation que nous connaissons aujourd'hui².

1. De Nantes à Paris-La Villette, deux expériences en Guadeloupe

Durant les années 1970, l'Unité Pédagogique d'Architecture de Nantes (UPAN) s'essaye à une collaboration avec la municipalité des Abymes en Guadeloupe, à l'initiative de l'architecte André Gunot³, ancien responsable du groupe « Tiers-Monde » de Nantes entre 1969 et 1971, établi depuis sur l'île. Les discussions engagées dès mars 1972 n'aboutissent qu'en 1974 grâce à la persévérance de celui-ci et de Jean-Pierre Péneau, enseignant à l'UPAN. Cette année-là, six étudiants partent en stage aux Abymes du 4 mai au 31 septembre : Jacques Beaudouin, Mohamed Bichra, Yannick David, Jean-Felix Demba N'Telo, Moïse Flessel et Marie-Eugène Héraud. Leur mission est de travailler à la résorption du bidonville de la cité Delacroix - où malgré le phénomène de « durcification » des cases, 78% des constructions n'ont pas l'eau courante et 59% n'ont pas l'électricité - en pro-

¹ Les enseignements constituant le corpus de notre thèse utilisaient les termes « tropicaux », « tiers-monde » puis « pays en voie de développement » pour qualifier des zones extra-occidentales, allant aussi bien des départements d'Outre-Mer français aux pays du Sud. Bien qu'aujourd'hui désuets, nous emploierons - entre guillemets - les termes utilisés par les protagonistes du corpus.

² L'analyse s'appuiera principalement sur des archives : les fonds de l'ENSA Nantes aux archives départementales de Loire-Atlantique et ceux de l'ENSA Paris-La Villette conservés aux archives nationales contenant les rapports intermédiaires et finaux, les publications, les échanges épistolaires et les retours critiques tant des professeurs que des étudiants de ces expériences.

³ André Gunot, d'origine martiniquaise, a fait ses études d'architecture à Nantes où il a enseigné pendant deux ans. Il part ensuite travailler à l'Atelier d'urbanisme de la Guadeloupe (ADUAG). Dans les années 1980, il participe à la création du CAUE Guadeloupe, dont il prendra la présidence plus tard.

posant de nouvelles « structures d'accueil » [UPAN, 1974]. Ayant une visée d'exemplarité, la mission consistait à proposer des projets d'amélioration pour les habitations de dix familles volontaires. Après avoir arpenté et analysé plusieurs quartiers de « structures d'accueil » déjà réalisés par la Société d'Équipement de la Guadeloupe [SODEG] notamment, les étudiants énoncent plusieurs principes pour leur projet : insérer le nouveau quartier dans le développement du bourg *via* un réseau viaire réfléchi, proposer des constructions « à la carte » selon les besoins des futurs usagers, concevoir un habitat évolutif, construire une structure principale (soubassement, bloc sanitaire, charpente et couverture) et laisser le reste des travaux à la charge des habitants (cloisons, peinture, etc.), encourager et encadrer la construction selon la pratique du « coup de main ». Quatre prototypes sont alors proposés selon l'état de la case en bois préexistante. Le premier prototype consiste à construire autour de la case – conservée car en bon état – une structure en maçonnerie comprenant un bloc sanitaire avec salle d'eau et cuisine, un couloir de distribution et une véranda (Fig. 1). Si la case ne peut être gardée, le deuxième prototype propose une structure comprenant un bloc sanitaire, une véranda et un espace couvert où les habitants pourront aménager un salon et une chambre selon leurs convenances. Les troisième et quatrième prototypes sont des dérivés et améliorations du premier. Le troisième offre un espace plus grand avec un couloir de distribution extérieur. Enfin, le quatrième, adapté aux cases de 3 x 6 mètres ou 6 x 6 mètres grâce à la forme de sa toiture, est équipé d'un claustra en cuisine pour une meilleure ventilation et d'une véranda plus large afin d'y aménager un espace repas (Fig. 2). C'est ce dernier qui sera le premier construit et privilégié par la suite. L'expérience fera par ailleurs l'objet d'une exposition du 13 au 20 août aux Abymes, ainsi que celui d'une émission radio et télévisée. En 1975, l'expérience se poursuit avec l'envoi de six étudiants de l'UPAN du 3 mai au 31 juillet : Kokou Paul Kaledzi, Jacques Beaudouin, Désiré Mefane Me N'dong, Issifou Boukari, Moïse Flessel et Mohamed Bennani. Il leur est demandé de réitérer le travail de 1974 sur un autre quartier des Abymes, celui de Bois-Ripeau. Enfin, le partenariat entre la municipalité des Abymes et

l'UPAN est renouvelée une troisième et dernière fois en 1976 avec l'envoi de seulement quatre étudiants du 1^{er} juillet au 31 septembre : Salah Baddou, Florentin Boucher, Issifou Boukari et Moïse Flessel. À l'inverse de la première année, les expériences de 1975 et 1976 n'ont pas fait l'objet d'une publication de la part des étudiants, et les fonds conservés aux Archives départementales de Loire-Atlantique restent partiels. Une recherche plus approfondie, en rencontrant les anciens étudiants et en retrouvant les croquis de Jean-Pierre Péneau qui s'efforçait d'améliorer les « propositions quelques fois un petit peu naïves »⁴, nous permettrait sans doute de connaître les résultats et projets finaux de ces expériences, ainsi que l'état actuel des prototypes construits. Néanmoins, les dessins conservés aux archives donnent une première vue du travail effectué durant ses deux étés. Outre l'élaboration de plan masse, les étudiants ont proposé des extensions pour les quatre prototypes conçus en 1974 : la case en bois devient un espace séjour en dur, auquel trois à quatre chambres sont juxtaposées. Huit autres prototypes sont également développés en reprenant le principe d'une première étape transitoire avec la case en bois et un bloc sanitaire maçonné, suivie d'une seconde étape de « durcification » et d'extension de l'habitat. Sont également imaginés deux prototypes, l'un de plein pied et l'autre avec étage, différents des précédents. La case en bois « traditionnelle » y est abandonnée pour une construction en dur où les espaces sanitaires sont petit-à-petit incorporés à l'intérieur même de l'habitat. L'ensemble rappelle les logements économiques de type pavillonnaire dont le modèle se fige en France au cours de ces années 1970 : un hall d'entrée desservant l'escalier avec, de part et d'autre, la cuisine adjointe à la salle de bain et aux toilettes puis le salon-séjour, et à l'étage, les chambres.

⁴ Entretien avec Jean-Pierre Péneau, le 12 décembre 2019 à Nantes.

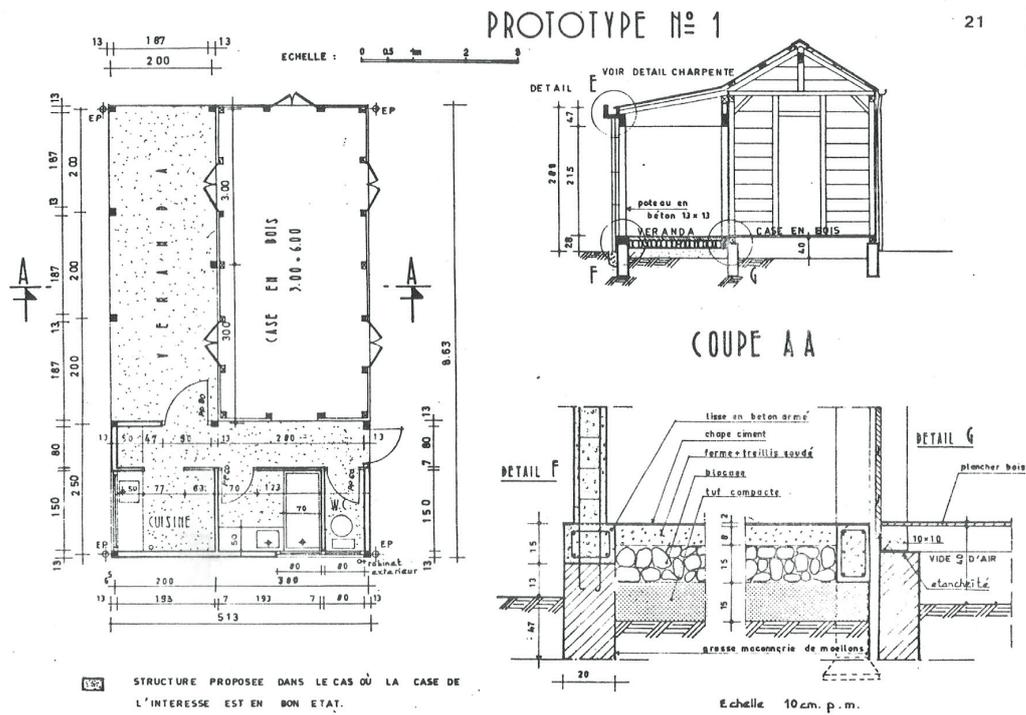


Fig. 1. Prototype n°1, planche tirée de UPAN, « Habitat social expérimental », Nantes, UPA de Nantes, Commune des Abymes (Guadeloupe), mai-septembre 1974, p.21.

Près de vingt ans plus tard, une École d'Architecture (EA)⁵ parisienne, celle de La Villette, entame également une collaboration avec un organisme guadeloupéen. Grâce au pôle « Pratique Opérationnelle » soutenu par le Laboratoire d'Architecture Pratique (LAP), l'école signe un contrat avec le PACT Guadeloupe [Protection Amélioration Construction Transformation de l'habitat] pour l'étude de trois bourgs et la réalisation d'un « Manuel de construction en milieu tropical » en 1993. Sous la direction de deux enseignants – Bruno de Saint-Blanquat et Philippe Nick – huit étudiants, formant quatre équipes de deux, se relayent

en Guadeloupe durant six mois : Cécile Fraisse et Jean-Marc Adrea du 16 janvier au 25 février, Mathieu Rudent et Gaël Usandivaras du 21 février au 4 avril, Dominique Rosemain et Marco Santos-Perrone du 29 mars au 9 mai et Jean-Yves Le Floc'h et Jean-Baptiste Edouard du 3 mai au 13 juin. Leur mission consistait à établir un diagnostic urbain et architectural préalable à une opération programmée d'amélioration de l'habitat sur le quartier de la cour Zamia à Point-à-Pitre, sur Petit-Bourg et sur Sainte-Rose. Après trois mois de séminaires, à Paris, consacrés aux aspects économiques, culturels et historiques

⁵ Entre 1978 et 1986, les unités pédagogiques d'architecture prennent petit-à-petit le statut d'établissement public administratif et deviennent des écoles d'architectures. Nous utiliserons les deux termes, pour parler du même établissement, en fonction de l'époque concernée : l'UP 6 devient par exemple l'EA Paris-La Villette.

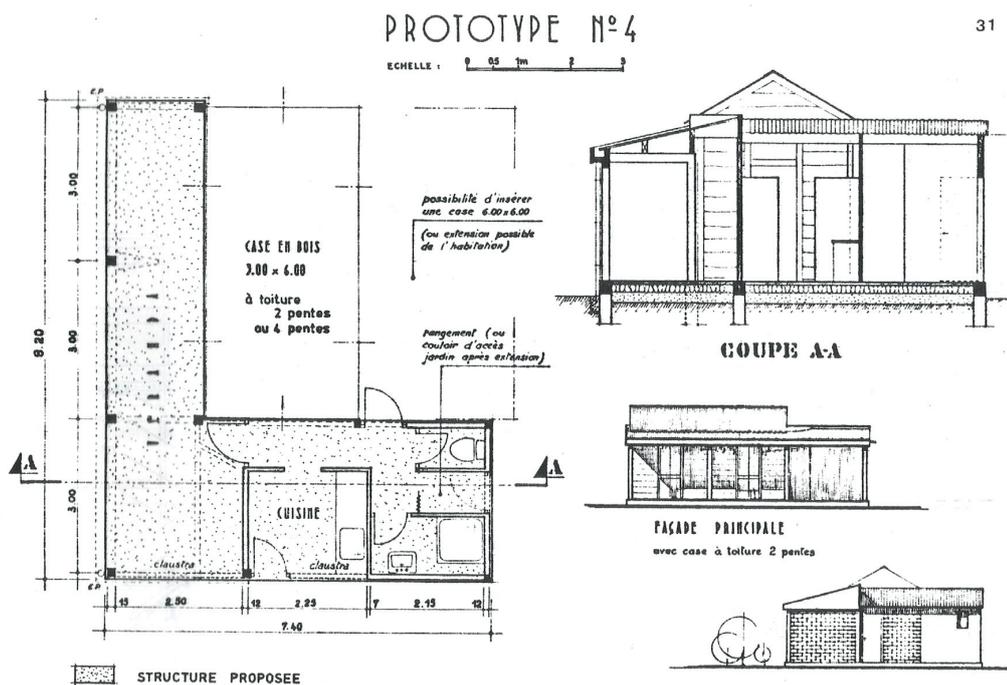


Fig. 2. Prototype n°4, planche tirée de UPAN, « Habitat social expérimental », Nantes, UPA de Nantes, Commune des Abymes (Guadeloupe), mai-septembre 1974, p.31.

de la Guadeloupe, à la ville et à l'habitat antillais, et aux modes de construction et leurs pathologies spécifiques, les étudiants partent donc au fur-et-à-mesure en Guadeloupe. Avec ce système de relais, les étudiants ont pu, d'une part, étendre dans le temps leur étude et leur présence sur place et, d'autre part, disposer d'une équipe de soutien à Paris pour préparer les documents d'analyse et de rendu. En Guadeloupe, les binômes se sont appliqués à répertorier les constructions situées dans leurs zones d'étude selon différents critères (typologie, état sanitaire, taille, dégradations, habitants propriétaires ou loca-

taires, composition de la famille, montants des revenus de la famille et du loyers, etc.) et à recenser les besoins des habitants au travers d'entretiens et d'études de type ethnographique. Dans le cadre du diagnostic de Petit-Bourg⁶, deux types de plans ont été produits (Fig. 3 et 4) : ceux indiquant la typologie de chacune des 850 constructions du quartier (la case, la case aménagée, le bâtiment en béton, le bâtiment en bois ou le bâtiment en bois et béton) et ceux signalant leur état (en bon état, à réhabiliter, en chantier, à démolir, en ruine ou les dents creuses). S'ensuit une analyse plus détaillée, à titre d'exemple,

⁶ Dans ce fonds des archives nationales, un seul rapport final d'étude est conservé : celui du quartier de Petit-Bourg. Nous ne disposons pas des rapports finaux pour Point-à-Pitre et Sainte-Rose, ni d'aucun élément prouvant que les étudiants ont finalement bien réalisé ces deux études.

de plusieurs habitations au travers d'un descriptif des travaux d'amélioration à effectuer et d'un plan annoté, telle la maison en béton de 51 m² de Fanéus Latouche qui nécessite : « *En façade : masticage, traitement hydrofuge et remplacement du garde-corps. Assèchement des murs exposés à la pluie. Couverture : dépose des tôles et pose de faux plafonds, de tôles prélaquées et de gouttières descentes.*

Électricité : pose de l'installation complète. Création d'un bloc sanitaire » (LAP, 1993 ; Fig. 5). Enfin, le groupe s'attelle également à la réalisation d'un manuel de construction à l'usage des « *entrepreneurs guadeloupéens, mais aussi architectes, promoteurs sociaux, décideurs locaux, avec élargissement ultérieur aux DOM* »⁷, qui ne sera finalement pas publié.

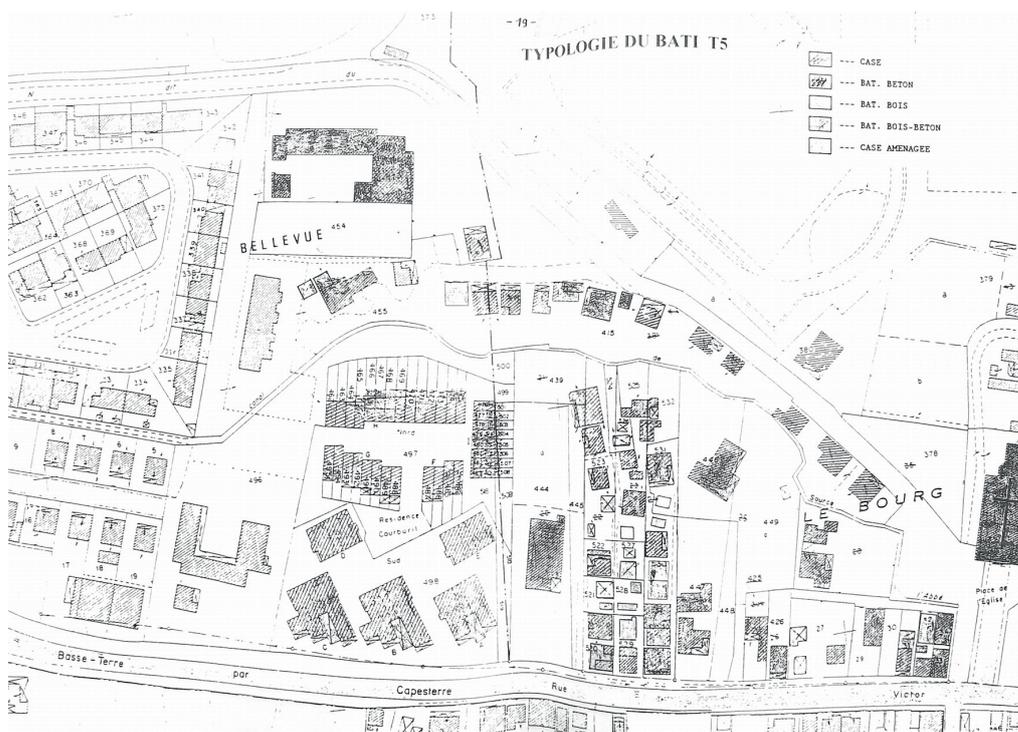


Fig. 3. Typologies du bâti de la zone 5, planche tirée de LAP, « Département de la Guadeloupe. Commune de Petit-Bourg. Opération programmée d'amélioration de l'habitat en centre-ville. Diagnostic de l'habitat existant. », Paris, EA Paris-La Villette, rapport final, avril 1993, p. 19. Archives Nationales (AN) : 20120112/159.

⁷ Synthèse de la réunion du lundi 22 février 1993 avec monsieur Barcelo, madame Gautier et Philippe Nick. Archives Nationales : 20120112/159.

2. La « pratique opérationnelle », une approche pédagogique du métier d'architecte

Avant 1968, à l'école de la rue Bonaparte, les étudiants « faisaient la place » dans les agences. Puis, dans les UP, la confrontation réelle au métier d'architecte se fait avec la mise en place petit-à-petit de stages contrôlés et validés par l'obtention de crédits ; lesquels peuvent parfois prendre la forme d'une « pratique opérationnelle ». En effet, l'une des critiques faite à l'enseignement de l'architecture à l'ENSBA était son manque d'adéquation avec la réalité tant des modes de vies et des besoins des usagers que celle de la pratique professionnelle des architectes. Aussi, dès 1968 est lancée une commission de « Réflexion sur l'introduction d'une pratique opérationnelle dans un enseignement universitaire de l'architecture ». On parlera d'Institut Universitaire d'Architecture et d'Urbanisme, d'Institut Pratique de Recherche Architecturale et d'Urbanisme ou d'Agence Universitaire d'Architecture (Chauzy, 1971 ; Fig. 6). Cela donnera lieu à quelques Antennes Pédagogiques Expérimentales comme celle de Cergy-Pontoise ouverte à toutes les UP, celle de l'UP n°1 à Trappes ou celle de l'UP n°6 dans les Cévennes (Decommer, 2017). Il y a donc une volonté de la part des étudiants – mais aussi des enseignants – d'ancrer leur formation dans le réalisme quotidien de leur futur métier, comme semble l'offrir la « pratique opérationnelle ». Celle-ci est alors définie en ces termes par un étudiant de l'UP n°6, à la suite d'une expérience à Aboisso en Côte d'Ivoire :

« Depuis ces dernières années, s'est développée au sein de l'UPA 6, ce que nous appelons la Pratique Opérationnelle. Celle-ci a pour objet, dans le cadre du cursus d'étude conduisant au diplôme, de rendre possible aux étudiants la mise en œuvre concrète, en situation réelle, des connaissances qu'ils ont acquises, par la participation à un projet architectural ou urbanistique. Celui-ci est réalisé sous la conduite et la responsabilité d'enseignants professionnels. »

Il faut noter que, au contraire de ce qui peut être le cas lors de stages en agence ou en entreprise, la Pratique Opérationnelle se veut pleinement didactique en articulant l'opérationnalité professionnelle avec la réflexion informative et critique des enseignements qui y sont liés. Il s'agit donc d'une démarche de formation tout autant intellectuelle que professionnelle⁸. »

Ainsi, au travers de telles expériences, les étudiants se sont essayés aussi bien à négocier un contrat, établir un budget ou organiser leur temps selon un planning prédéfini qu'à situer leur travail et leur pensée par rapport à la société dans laquelle ils agissent, en somme adapter leur mode d'expression verbal et écrit selon les différents interlocuteurs autant que naviguer à travers la complexité des décisions et des intérêts souvent contradictoires des multiples acteurs d'un projet. En ce sens, ces stages opérationnels proposent une mise en pratique concrète des aptitudes nécessaires à l'architecte autres que celles purement relatives au projet. Sortir du cadre théorique et bienveillant de l'école est l'occasion pour les étudiants d'apprendre à gérer les exigences et les impératifs fixés par le maître d'ouvrage, de même que les déconvenues et aléas qui y sont liés. C'est ainsi qu'en 1975 le groupe d'étudiants nantais a été informé, une fois en Guadeloupe, qu'il devait rendre un premier plan masse seulement douze jours après son arrivée. Deux semaines de plus leurs seront heureusement accordées. Mais ce plan au 1/1000^e qui devait pouvoir être retravaillé et amélioré ultérieurement est finalement devenu – une fois agrandi au 1/500^e – le plan définitif car la municipalité des Abymes ne voulait pas que les étudiants accordent davantage de temps à cette partie de la mission⁹. Dans une lettre à Jean-Pierre Péneau, l'étudiant Moïse Flessel s'interroge – sans doute comme beaucoup d'architectes praticiens de l'époque et encore de nos jours – sur le bienfondé de la demande de rapidité de la part de la maîtrise d'ouvrage :

⁸ François Simon, « Plan directeur d'urbanisme. Aboisso. Méthodes, objectifs, perspectives », UP 6, LAP, ACA/formation, décembre 1982, p.8. Archives Nationales : 20120112/161.

⁹ Le déblocage des fonds de la SODEG dépendait du rendu de ce plan.

*La démarche que nous avons suivie jusqu'à maintenant est exactement celle de l'an dernier. Aller vite pour satisfaire qui ? Nous ne savons même pas.*¹⁰

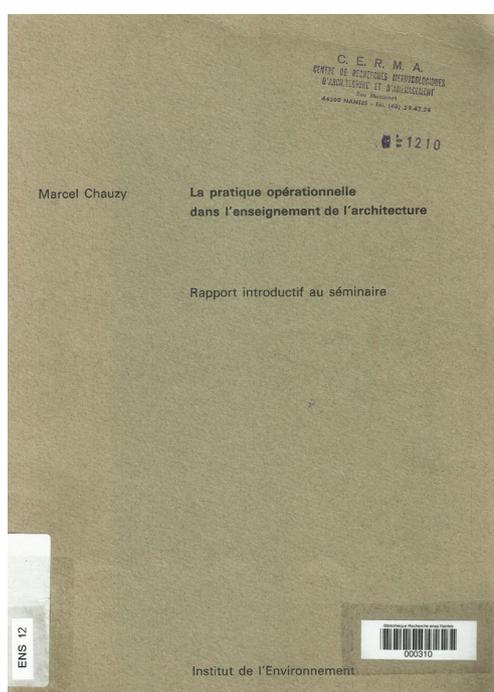


Fig. 6 - Marcel Chauzy, « La pratique opérationnelle dans l'enseignement de l'architecture », rapport introductif au séminaire, Paris, Institut de l'Environnement, mai 1971.

Aux délicates situations propres au métier d'architecte, s'ajoutent toutefois dans le cadre de la « pratique opérationnelle » des difficultés afférentes aux statuts même d'étudiant. Les étudiants ont parfois pu être confrontés à un manque de prise au sérieux et à un investissement minime de la part des différents interlocuteurs de la maîtrise d'ouvrage, pourtant commanditaire de la mission. Promesses non-tenues

de financement pour la construction du projet, délai long pour l'obtention de documents tel le relevé de terrain du géomètre, etc. ont pu décevoir les étudiants. À la suite de leur expérience à Aboisso, les étudiants de l'UP n°6 s'interrogent néanmoins sur les raisons de leur sentiment d'échec :

« Bien sûr, on peut longuement souligner les hésitations de la Mairie à définir des objectifs d'études précis, et encore plus de réalisation, mais il ne faudrait pas négliger pour autant la part importante de notre rôle dans le sentiment d'échec relatif que nous ressentons tous aujourd'hui.

Ça ne s'est pas passé comme prévu, mais peut-être pouvons-nous nous demander ce qui était prévu et si nous l'avions préparé en conséquence.

Nous étions partis avec l'idée de construire quelque chose – un marché à Assouessi, par exemple – à la suite de propositions faites à la Mairie [ou PAR la Mairie ? 1^{ère} question oubliée] et peut-être, avons-nous un peu rapidement pris nos propres désirs pour ceux des responsables municipaux¹¹. »

Jeunes, enthousiastes et idéalistes, les étudiants se retrouvent bien souvent face à des commanditaires aux attentes peu explicites et à devoir composer avec les pesanteurs administratives et les tâtonnements stratégiques de gouvernance, dont ils avaient sous-estimé la prépondérance face à leurs propres attentes. Quiproquo entre les deux parties et jeux de pouvoirs ont, par exemple, failli mettre un terme, dès sa première année, à l'expérience guadeloupéenne de l'UPAN. En effet, en 1974, un conflit – d'intérêts tacites – s'est formé entre l'équipe nantaise et la « *SODEG qui visiblement aurait mieux voulu traiter avec un architecte [plutôt] qu'avec un groupe d'étudiants dans le cadre d'un stage* »¹². La société d'équipement voyait d'un mauvais œil que des étudiants soient

¹⁰ Lettre de Moïse Flessel à Jean-Pierre Péneau, 3 juin 1975. AD Loire-Atlantique : 1880 W 159.

¹¹ François Simon dans LAP, « 11 projets d'architecture urbaine. Développement du plan directeur d'urbanisme de la ville d'Aboisso », UP 6, février 1984, p.135. AN : 20120112/161.

¹² Rapport de stage de Mohamed Bennani, mai-août 1975, n.p. AD Loire-Atlantique : 2357 W 250.

chargés du projet à la place d'un professionnel aguerrri, d'autant plus que ceux-ci proposaient des interventions assez légères dont la conception et la réalisation se faisaient en collaboration étroite avec les futurs habitants. La SODEG - avec qui la municipalité des Abymes avait établi un contrat pour la réalisation des prototypes - a alors tenté de ralentir le projet afin de le récupérer à son compte, allant jusqu'à proposer à un étudiant du groupe d'en devenir le seul architecte. Dans une lettre à Jean-Pierre Péneau, André Gunot en explique les tenants et aboutissants :

« Toujours est-il, ces messieurs [de la SODEG] ont été surpris qu'une municipalité de Guadeloupe demande que les lotissements d'accueil soient personnalisés [construction à la carte] et chose importante va jusqu'à leur imposer un type de construction induit des besoins immédiats des usagers. Les autres municipalités pourront faire autant et les honoraires risquent de disparaître. [...] Donc ils ont entamé un processus :

- *Faire traîner le financement des prototypes.*
- *Ne pas parler de l'expérience en cours.*
- *Récolter nos idées, nos travaux.*¹³ »

Malgré ces quelques déboires, Jean-Pierre Péneau soulignait *« que le succès d'une expérience ne se mesure pas à court terme, en proportion de la satisfaction personnelle immédiate. »*¹⁴ Ce faisant, les expériences de « pratiques opérationnelles » dans les UP sont restées relativement rares - et cela encore plus lorsqu'il s'agissait de projets hors de la France métropolitaine - car difficiles à organiser ou à financer, demandant un investissement lourd de la part de tous les acteurs, engageant souvent la responsabilité de l'architecte-enseignant et posant la question des desseins sous-jacents des commanditaires. Si certaines expériences de « pratique opé-

rationnelle » ont été un succès dont les étudiants autant que les enseignants gardent un bon souvenir, plusieurs enseignants ayant conduit ce type d'expériences s'accordent rétrospectivement sur les travers de cette forme pédagogique, sur *« les limites de ce système, qui était séduisant sur le papier, mais qui dans la pratique s'avérait un peu difficile à mettre en œuvre. »*¹⁵ Ainsi, Jean-Paul Flamand nous confiait lors d'un entretien que *« pour les commanditaires de ce genre de choses, c'était souvent le prétexte de quelque chose d'autre, une bonne raison pour dire "vous voyez, on a fait quelque chose mais cela n'a pas marché" ou "cela a marché mais cela aurait pu marcher mieux, ce n'est pas ce qu'on attendait" ».*¹⁶

Aussi, les enseignements consacrés aux régions extra-occidentales s'organisaient plus couramment autour d'un voyage pédagogique de deux semaines environ, au cours duquel les enseignants et les étudiants rencontraient divers professionnels locaux, puis arpentaient et analysaient le terrain d'étude choisi avant de débiter, une fois de retour en France, la conception d'un projet. Les enseignants ont davantage eu l'occasion de travailler sur ces territoires au travers de leurs autres activités professionnelles : en tant qu'architecte praticien, en tant qu'expert-consultant ou en tant que chercheur, via le système de « recherche-action » proposé par le Plan construction (LTM, 1984), le programme REXCOOP¹⁷ (Vilan, 1987) et bien d'autres.

3. Projeter dans une zone tropicale : une méthode spécifique ?

Outre la confrontation concrète au métier d'architecte, la « pratique opérationnelle » en Guadeloupe, en milieu tropical ou dans un pays du « Tiers-Monde » pose la question du rapport entretenu entre deux aires géoculturelles différentes, des relations entre anciens colonisés et colonisateurs et du regard que chacun porte l'un sur l'autre. C'est ainsi que les étudiants de l'UP n°6 s'interrogent en 1982 - au milieu des vingt ans qui séparent les deux expériences relatées ci-dessus

¹³ Lettre d'André Gunot à Jean-Pierre Péneau, 30 août 1974. AD Loire-Atlantique : 1880 W 159.

¹⁴ Lettre de Jean-Pierre Péneau au groupe d'étudiants, 12 juillet 1974. AD Loire-Atlantique : 1880 W 159.

¹⁵ Entretien avec Jean-Pierre Péneau, le 12 décembre 2019 à Nantes.

¹⁶ Entretien avec Jean-Paul Flamand, le 4 juillet 2019 à La Rochelle.

¹⁷ Le programme REXCOOP (Réalisations expérimentales en coopération) était un programme interministériel commun au Plan Construction et au Plan urbain, qui a débuté en 1981 et a fermé en 1987.

– sur leur légitimité en tant qu'étudiants d'un établissement français à intervenir dans un pays appartenant autrefois à l'Afrique occidentale française :

« Toutefois, se posait, au préalable, une question qui suscita un débat de fond : dans quelle mesure pouvons-nous intervenir de la sorte sur une réalité étrangère ? C'était retrouver à notre échelle le problème de toute assistance technique. Est-il légitime de déclencher, par une intervention relativement ponctuelle dans le temps, des phénomènes de longue durée dont nous ne serons ni les maîtres, ni même les témoins ? Jusqu'à quel point pouvons-nous être partie prenante dans des choix urbanistiques qui renvoient, pour l'essentiel, à des choix politiques sur lesquels notre condition d'étranger nous interdit de peser ? Peut-on limiter le sens d'une telle intervention à celui d'un simple exercice pédagogique, en ignorant les retombées multiples qui découleront du produit de cet exercice ?

Et, plus au fond, nos connaissances théoriques, nos compétences techniques restent-elles valables dans un contexte social, économique et culturel autre, sans faire jouer des phénomènes de domination culturelle difficilement contrôlables ?¹⁸ »

La Guadeloupe et la Côte d'Ivoire ont bien évidemment une histoire différente avec la France métropolitaine : la première appartenait, depuis le XVII^e siècle, au Premier empire colonial français tandis que l'autre faisait partie du Second empire colonial conquis au XIX^e siècle sous l'impulsion de Napoléon III ; l'une, dont les habitants étaient déjà citoyens français, devient un département français en 1946 alors que la seconde obtient son indépendance plus de dix ans après. Néanmoins, intervenir dans l'une comme dans l'autre amène à réfléchir sur l'impact des analyses, des suggestions et des choix faits par une groupe exogène à la zone d'étude, dans son rapport hégémonique – ou non – à celle-ci. Ainsi, les étudiants de l'UP n°6 acceptent de réaliser le Plan directeur d'urbanisme d'Aboisso car ils estiment que

les conditions de sa réalisation s'apparentent aux réelles relations professionnelles entre un architecte et son client plutôt qu'à de « l'assistance technique », c'est-à-dire à des techniciens mandatés pour leur expertise.

Par suite, aborder, comprendre puis concevoir et bâtir sur un territoire étranger implique, plus particulièrement, de s'interroger sur la voie d'acquisition des connaissances nécessaires à l'appréhension du lieu. *« La question est en définitive : faut-il connaître le terrain ou même en être, pour pouvoir saisir les processus de production de l'espace ? Ou faut-il disposer d'une méthodologie souple permettant d'adapter les démarches d'acquisition de connaissances ? »* (LTM, 1983). Ainsi, est posée la question de l'existence d'une méthodologie spécifique aux pays tropicaux – et plus généralement aux « pays en voie de développement ». Les différentes personnalités ayant consacré, en France, leurs enseignements aux « pays en voie de développement » entre les années 1970 et 1990 s'accordent majoritairement à dire qu'il s'agissait davantage d'initier les étudiants à une sensibilité « Tiers-monde » plutôt qu'inculquer une méthode « Tiers-monde ». Les problèmes de développement dans ces zones géoculturelles et les problèmes de mal-développement dans les pays dits industrialisés étant les deux faces d'une même pièce, ils ne voyaient pas dans leurs enseignements une spécificité « Tiers-monde » qui nécessiterait une méthode propre. Les étudiants – et les enseignants ! – y acquéraient des connaissances sociologiques, économiques et politiques sur le fonctionnement de ces pays, une capacité et une ingéniosité de réponse dans des situations parfois nébuleuses, et une ouverture d'esprit face à une culture autre :

« Rude épreuve aussi pour les enseignants, car en la matière, il est inutile [si ce n'est futile !] de se barder de connaissances ou de techniques sur le tas. La compétence ne peut s'assener, elle doit s'assurer au coup par coup qu'il vaut mieux former nos étu-

¹⁸ François Simon, « Plan directeur d'urbanisme. Aboisso. Méthodes, objectifs, perspectives », UP 6, LAP, ACA/formation, décembre 1982, p.10. Archives Nationales : 20120112/161.

dians à l'ouverture d'esprit, à la compréhension des problèmes posés, à la capacité à s'adapter à une situation nouvelle et changeante plutôt que de les barder de fausses certitudes techniques qui ne résistent à aucun déplacement des facteurs. »¹⁹

Ce faisant, les expériences de « pratiques opérationnelles » et, plus généralement, les enseignements sur les « pays en voie de développement » dispensés dans les UP avaient pour vocation notamment de participer à la formation des ressortissants de ces pays venus étudier en France (Aymard, 2019). En 1974, l'UPAN disait clairement que, dans le cadre du stage aux Abymes, « les étudiants seraient recrutés, par moitié, parmi les ressortissants des pays du Tiers-Monde, inscrits à l'Unité Pédagogique d'Architecture de Nantes. »²⁰ Des étudiants marocains, congolais, togolais et gabonais y ont ainsi participé ; ainsi que Moïse Flessel, présent durant les trois années, et Florentin Boucher, tous deux originaires de la Guadeloupe. Mais, s'il n'est pas nécessaire d'« en être » pour projeter sur un territoire étranger, si la question de l'aménagement urbain et architectural dans les pays « industriels » et dans les « pays en voie de développement » sont les deux versants d'un même problème, pourquoi privilégier la présence d'étudiants originaires d'un pays du « Tiers-monde » ? Selon Henri Tastemain, enseignant à l'UP n°7, les étudiants originaires de pays extra-occidentaux souhaitaient être « préparés » aux missions qui leur seront confiées²¹ une fois de retour dans leurs pays. Aucune méthodologie propre à la projection dans les pays du « Tiers-monde » n'existant, que pouvait-il y avoir de plus instructif que des stages de longue durée avec mise en situation concrète afin de mettre en pratique et à l'épreuve cette sensibilité « Tiers-monde » qui leur était enseignée ?

Seulement, nous l'avons vu, ces expériences de « pratique opérationnelle » ne se sont pas toujours parfaitement déroulées. Outre le sentiment d'échec chez certains étudiants au regard de l'investissement des commanditaires, les résultats de ces expériences ont parfois connu quelques infortunes auprès des commanditaires ou des usagers. Après la première expérience nantaise, par exemple, un étudiant soulignait que « tout le monde était d'accord sur le fait que l'expérience des prototypes réalisés n'a pas été très positive car les prototypes n'étaient pas habités »²², et cela en raison d'un coût de construction trop élevé. L'année suivante devait consister à « la réalisation d'un type de construction qui se trouverait au-dessous du type structure d'accueil – par exemple le coût de construction pourrait se situer entre 30 000 et 50 000 F. »²³

En effet, malgré le travail d'enquête et de concertation auprès des familles, concevoir un habitat pouvant répondre aux exigences tant usuelles qu'économiques des habitants est une tâche difficile pour des étudiants n'étant pas accompagnés d'un spécialiste qui aurait précisément chiffré les prototypes. Dans un autre exemple, en 1993 - vingt ans après les premières publications des *Manuels d'urbanisme en pays tropical* du Ministère de la Coopération (SMUH, 1974) - le PACT Guadeloupe commande aux étudiants de l'EA Paris-La Villette un *Manuel de construction* spécifique à l'architecture de l'île dans lequel il s'agissait de « prendre en compte la perte du savoir-faire traditionnel, une connaissance parfois incomplète des règles de mise en œuvre pour les produits devenus, aujourd'hui, traditionnels. »²⁴ Cependant, à la suite de l'envoi d'une première ébauche, Jean-Yves Barcelo, directeur du PACT, manifeste son insatisfaction quant au résultat et met fin au travail :

¹⁹ LAP, « 11 projets d'architecture urbaine. Développement du plan directeur d'urbanisme de la ville d'Aboisso », UP 6, février 1984, p.152. AN : 20120112/161.

²⁰ « Projet de stage en Guadeloupe », vers 1974. AD Loire-Atlantique : 2357 W 250.

²¹ Henri Tastemain, Demande d'habilitation pour le CÉAA « Politique du logement dans les pays du Maghreb. Modernité et tradition », UP 7, 30 octobre 1985. AN, Fonds de la DAU : 19930151/39.

²² Rapport de stage de Mohamed Bennani, mai-août 1975, n.p. AD Loire-Atlantique : 2357 W 250.

²³ Lettre d'André Gunot à Jean-Pierre Péneau, 14 octobre 1974, AD Loire-Atlantique : 1880 W 159.

²⁴ Synthèse de la réunion du 22 février 1993 avec M.Barcelo, Mme Gautier et Philippe Nick. AN : 20120112/159.

« Je suis au regret de devoir refuser le travail présenté. Il ne peut être utilisé, ni comme manuel, ni comme outil pédagogique. En dehors de quelques passages qui répondent à l'objectif visé, l'essentiel est inutilisable. »

Je cite :

Mise en œuvre de la poutre « ... On viendra disposer le ferrailage à l'intérieur du coffrage qui devra être parfaitement réalisé car il aura à résister à la poussée du béton... ».

Le risque était effectivement que les entrepreneurs ne ferrailent en dehors du coffrage !

[...]

Nous arrêterons là les exemples, le minimum demandé à un manuel à usage professionnel étant la justesse des propos tenus. En conséquence nous nous voyons dans l'obligation d'arrêter notre collaboration sur ce dossier. »²⁵

Malgré leur clairvoyance quant à ce qu'ils ont nommé l'« extériorité-participante »²⁶ et l'établissement d'une permanence dans le quartier, les étudiants semblent ne pas avoir réussi à suffisamment appréhender la culture et les savoirs locaux pour répondre aux exigences du commanditaire. Mais, est-ce si aberrant qu'un groupe venu de Paris ne puisse connaître en quelques mois – moins de deux par étudiants – les techniques constructives ou le vocabulaire – un « potager » étant une paillasse avec un évier, « racascier » signifiant ragréer un enduit, etc. – aussi bien que les professionnels locaux ? De même, est-ce si saugrenu que des étudiants n'aient pas réussi à concevoir un habitat correspondant aux moyens économiques d'une population modeste d'une île sur laquelle ils ont vécu pendant seulement trois ou quatre mois, et cela au sein d'un cadre plutôt privilégié ? Une question qui se pose pour la compréhension de toute aire géoculturelle, avec sans doute plus d'acuité lorsque le projet ne reste pas à l'état d'exercice hypothétique. Ainsi, si

les étudiants et les enseignants pouvaient louvoyer quant à la légitimité de leur intervention, la discussion aurait dû porter aussi sur les raisons poussant paradoxalement des commanditaires – ici guadeloupéens – à faire appel à des institutions éloignées et profanes des données locales pour analyser, réhabiliter ou aménager leur territoire, ou encore pour rédiger un manuel sur les savoir-faire locaux à l'usage des constructeurs de l'île. Contrairement à l'exemple d'Aboisso, il n'est pas réellement indiqué de parler ici de l'assistance technique mise en place au sein de la Coopération ; seulement, les deux expériences présentées semblent signifier – sans doute davantage dans les années 1970 que 1990 – que la Guadeloupe peinait à prendre son autonomie technique dans le domaine architectural vis-à-vis de la France métropolitaine. En effet, d'une part, la Guadeloupe ne disposant pas d'établissement pour y former ses architectes, les jeunes devaient partir faire leurs études ailleurs – en Europe notamment – avant d'éventuellement revenir. D'autre part, durant ces années-là, alors que la profession est en crise, l'exportation devient « [...] une nécessité vitale pour l'architecture française et les architectes français : chez nous, les architectes sont de plus en plus nombreux et le volume des travaux diminue régulièrement. »²⁷ Les régions du Sud avec lesquelles la France métropolitaine entretient des relations privilégiées paraissent alors offrir de nouvelles opportunités pour une partie de cette génération d'architectes qui, marquée par des ouvrages tels *Tristes tropiques* (Lévi-Strauss, 1955), *Peau noire, masques blancs* (Fanon, 1952) ou *Architecture Without Architects* (Rudofsky, 1964), manifeste un intérêt particulier pour ces territoires. Aussi, était-il commun que des établissements métropolitains – de professionnels plus que d'enseignement – y réalisent ce type d'études et de projets, sans pour autant s'arrêter sur le caractère hégémonique ainsi maintenu ?

²⁵ Lettre de Jean-Yves Barcelo au directeur de l'EA Paris-La Villette, 5 novembre 1993. AN : 20120112/159.

²⁶ L'équipe est dans une situation d'extériorité-participante parce que d'origine parisienne mais aussi car son étude se situe sur le champ théorique. Voir : LAP, « Guadeloupe : diagnostic du logement à Sainte-Rose, Petit-Bourg et Pointe-à-Pitre. Proposition d'étude », vers octobre 1992. AN : 20120112/159.

²⁷ « Certificats d'études approfondies en architecture. Architecture comparée. « Villes Orientales ». Rapport d'activités, année 1984-1985 », mai 1985. AN : 19980580/10.

4. Le XXI^e siècle : écologie, humanité, solidarité

Les relatifs déboires des expériences de « pratique opérationnelle » - davantage dus à l'effacement de la dichotomie entre réalité et enseignement - pourraient alors mener à se demander s'il ne faut pas finalement « en être » pour projeter sur un terrain. Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, les particularismes ethniques, sociaux ou culturels sont effectivement de plus en plus reconnus, en même temps que la mondialisation s'accroît et tend vers la globalisation. Pour autant, cela doit-il signifier qu'il faut avoir étudié puis exercé en Guadeloupe pour être à même de concevoir correctement en Guadeloupe, et ainsi pour tout autre région ou pays ? La question n'est pas tant celle de l'existence d'une spécificité souveraine qui exigerait d'« en être » pour concevoir dans un lieu ; mais celle de la constitution d'une méthode d'acquisition des connaissances et d'appréhension du terrain car l'impératif de tout projet est l'adéquation de l'homme avec son milieu physique, culturel, etc. Les enjeux face auxquels se trouvaient les architectes il y a cinquante ou trente ans font alors échos à ceux d'aujourd'hui qui s'expriment avec davantage de vigueur. Il s'agit avant tout d'apprendre aux jeunes architectes à composer avec l'environnement afin de répondre aux impératifs globaux devant lesquels nos sociétés se retrouvent en raison de la crise sociale et écologique actuelle. Ainsi, lorsque l'ENSA de Nantes ouvre une antenne sur l'île Maurice, il n'est pas question d'y former des spécialistes de l'architecture « traditionnelle » mauricienne - quelle est-elle ? - mais de « donner les connaissances et les compétences nécessaires aux futurs architectes pour renforcer la relation entre l'Homme et ses environnements à l'ère de l'Anthropocène »²⁸ :

« The lack of architectural references and modes of function specific to these [Asian and African] countries contribute to the adoption of generic architectural models seen all over the world. With its strategic location between Asia and Africa, ENSA Nantes aims to train local and foreign students into professional architects and urbanists capable of undertaking specific challenges within the region by developing original approaches, creating new references, modes of function and architectural models together with tutors. [...] The programmes aim to orient students towards thinking and working processes that address local issues that contribute to global challenges [...] »²⁹

En cela, une grande partie des enseignements et des expériences réalisées sur les pays extra-occidentaux de nos jours tendent - sans en revendiquer pour autant l'étiquette - vers le mouvement altermondialiste qui « [...] interroge les situations nouvelles nées du croisement de l'écologie avec les autres dimensions portées par les mouvements des luttes sociales, de la décolonisation, contre l'hégémonie géopolitique, contre le totalitarisme, pour les droits et les libertés » (Massiah, 2001). Ainsi, si les expériences de « pratiques opérationnelles » des années 1970 à 1990 n'ont pas toujours eu les résultats escomptés, ces dernières - de même que les cours qui y étaient liés - ont initié et ont évolué vers de nouvelles formes d'enseignement qui constituent de réelles collaborations et partenariats avec les institutions et écoles locales - *workshop*, ateliers internationaux, écoles d'été, etc. - favorisant une meilleure compréhension réciproque des contextes et de l'Autre.

²⁸ Farrah Jahangeer, enseignante et directrice des études à l'ENSA Nantes-Mauritius.

²⁹ *Ibid.*

BIBLIOGRAPHIE

AYMARD Diane, « Les étudiants étrangers et l'émergence d'enseignements sur les "pays en voie de développement", 1969-1984 », *HEnSA20*, cahier n° 7, 2019.

BALANDIER Georges, *Le détour : pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985.

CHAUZY Marcel, « La pratique opérationnelle dans l'enseignement de l'architecture », rapport introductif au séminaire, Paris, Institut de l'Environnement, mai 1971.

DECOMMER Maxime, « Les enseignements de pratique opérationnelle après 1968 : le cas des antennes pédagogiques expérimentales », *HEnSA 20*, Cahier n°2, novembre 2017.

FANON Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952.

Laboratoire Architecture Pratique (LAP), « Département de la Guadeloupe. Commune de Petit-Bourg. Opération programmée d'amélioration de l'habitat en centre-ville. Diagnostic de l'habitat existant. », Paris, EA Paris-La Villette, rapport final, avril 1993.

Laboratoire Tiers-Monde (LTM), *Bilan de 10 ans de mémoires de fin d'études portant sur les P.V.D. dans les U.P.A et autres instituts*, Paris, UP 6, rapport de recherche SRA, tome I et II, septembre 1983.

Laboratoire Tiers-Monde (LTM), *L'action internationale du Plan Construction, 1979-1981*, rapport de recherche REXCOOP, juin 1984.

LEVI-STRAUSS Claude, *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1955.

MASSIAH Gustave, *Une stratégie altermondialiste*, Paris, La Découverte, 2011.

MILBERT Isabelle, Geneviève Bianchi, *15 ans de recherches urbaines dans les pays en développement : 1980-1994, architecture, urbanisme, construction*, Paris, Presses de l'École nationale des ponts et chaussées, 1995.

RUDOFISKY Bernard, *Architecture without architects: a short introduction to a non-pedigreed architecture*, Museum of Modern Art, New York, 1964.

SMUH, *Manuel d'urbanisme en pays tropical. Habitat (tome 1)*, Paris, Ministère de la Coopération, 1974

UPAN, « Habitat social expérimental », Nantes, UPA de Nantes, Commune des Abymes (Guadeloupe), mai-septembre 1974.

VILAN Luc et THIEBAUT Alain (dir.), *Quel Habitat pour le tiers monde ? REXCOOP 87 : 6 ans de recherches et d'expérimentations en coopération* [cat. exp., Institut français d'architecture, 1987], Paris, IFA, 1987.

VIOLEAU Jean-Louis, *Les architectes et mai 68*, Paris, Recherches, 2005.